

Présidentielles américaines 2004 :

Un choix crucial?

Colloque sur les enjeux nationaux, internationaux et continentaux de l'élection américaine organisé conjointement par l'Observatoire des États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand (unité constituante de l'Institut d'études internationales de Montréal de l'UQAM) et la Chaire d'études politiques et économiques américaines (du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal). Le colloque s'est déroulé à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, le mardi 26 octobre 2004.

**Les enjeux internationaux**

Qu'est-ce qui distingue les candidats Bush et Kerry dans leur approche de la politique étrangère américaine et quel impact aura l'élection de l'un ou de l'autre sur les relations des États-Unis avec le reste du monde? Le lien transatlantique est-il menacé d'une rupture durable?

Les deux conférenciers invités à se prononcer sur le sujet sont **Louis Balthazar**, Président de l'observatoire des États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques à l'UQAM et **Alexander Moens**, professeur au département de science politique de l'Université Simon Fraser (Colombie-Britannique).

Le premier à prendre la parole est monsieur Louis Balthazar. Sa conférence s'intitule «La confrontation entre deux écoles de pensée en politique étrangère». La thèse qu'il soutient est que oui, le choix est crucial et qu'il y a bel et bien une différence profonde entre les candidats Bush et Kerry. Il se propose d'évaluer cette thèse sous l'angle de la philosophie politique.

D'entrée de jeu, monsieur Balthazar affirme qu'il ne croit pas qu'il y ait de changements profonds **immédiats** dans la politique extérieure américaine suite aux élections de

novembre. John Kerry, dans sa première année pourrait ressembler à George W. Bush et ce dernier pourrait bien emprunter une voie traditionnellement démocrate. Sa politique extérieure pourrait se multilatéraliser, les ardeurs impérialistes se modérer et la doctrine de prévention connaître un certain recul suite aux leçons de la Guerre d'Irak

Kerry, dans son discours électoral, propose une augmentation des dépenses militaires, une concentration des efforts vers le renforcement de la sécurité territoriale et une lutte accrue au terrorisme. Il laisse également entendre qu'il ne demanderait la permission à personne pour défendre les intérêts du pays. Ce sont là des thèmes que l'on retrouve dans le discours de Georges W. Bush. Il existe néanmoins entre les deux candidats des différences fondamentales qui relèvent d'une vision du monde totalement opposée.

George W. Bush a une vision très pessimiste du monde qui contient des éléments de manichéisme. Il existe pour lui une substance du mal, une puissance du mal à l'œuvre dans le monde et qui veut détruire les États-Unis et ses valeurs profondes. Cette vision manichéenne du monde est accompagnée d'une vision hobbesienne du système international. Bush perçoit la puissance et la distribution de celle-ci comme le facteur essentiel du maintien de l'ordre international. Selon cette conception, les États-Unis jouent un rôle primordial dans le maintien de l'ordre international. Leur puissance est garante jusqu'à un certain point de l'équilibre mondial et la moindre faiblesse de leur part permettrait l'émergence de ces forces du mal.

Cette vision pessimiste du monde pousse George W. Bush à faire preuve d'une forme d'idéalisme quasi messianique (qui n'est toutefois pas un idéalisme de type wilsonien) qui serait à la base de la politique de puissance des États-Unis. Non seulement perçoit-il les États-Unis comme « The City Upon the Hill », mais il cherche à exporter le modèle américain à l'étranger grâce à sa politique de puissance. De plus, comme l'actuel Président raisonne beaucoup par analogies, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale le conduit à deux conclusions principales : premièrement la politique d'apaisement n'a

pas fonctionné et il ne veut pas répéter cette erreur; deuxièmement, l'occupation de l'Allemagne a conduit à la démocratie et à un éventuel partenariat avec les États-Unis. Il n'y aurait donc pas de raisons pour qu'une occupation de l'Irak ne produise les mêmes résultats.

John Kerry adopte une vision du monde qui s'approche beaucoup plus du modèle internationaliste libéral. Le mal existe dans le monde, mais pour lui, le mal n'est pas une substance en soi. Il serait plutôt le produit de relations conflictuelles et d'une série d'événements qui doivent être considérés dans leurs contextes. Le terrorisme en serait l'exemple le plus marquant. Les terroristes en voudraient aux États-Unis pour ce qu'ils sont, mais surtout pour ce qu'ils ont fait. C'est pourquoi Kerry insiste sur le fait qu'il doit faire preuve de sensibilité et que l'on ne peut mener la guerre au terrorisme de la même façon que l'on a mené la lutte au communisme. Le mal ne provient pas d'une source aisément identifiable et la lutte doit s'effectuer sur plusieurs fronts grâce à des moyens diversifiés.

Kerry insiste également sur la nécessité de coopérer avec les autres États dans la lutte au terrorisme. Les États-Unis doivent conserver leur leadership sur la scène internationale, mais doivent l'exercer au sein d'un système coopératif. Ils doivent faire preuve d'ouverture d'esprit et exercer un leadership sain, restaurer leurs alliances et user des instruments que sont l'économie, la diplomatie et l'influence culturelle pour assurer leur ascendance sur le système international. En somme, John Kerry propose de diriger les États-Unis à l'intérieur des normes internationales. Son idéal serait de voir les États-Unis conserver leur hégémonie mondiale tout en respectant ces normes de conduite universellement reconnues.

Pour des raisons liées à la situation actuelle des États-Unis, il ne faut pas s'attendre à des changements majeurs dans la conduite de la politique internationale américaine. Cependant, pour toutes ces raisons d'ordre philosophique, l'élection américaine du 2 novembre prochain revêt un caractère crucial.

La conférence de **Alexander Moens** porte principalement sur la politique étrangère de George W. Bush. Il se penche plus précisément sur la personnalité, les valeurs et le style de George W. Bush qu'il estime être les principaux facteurs explicatifs de sa politique étrangère.

Il débute son commentaire en affirmant que, pour un ensemble de raisons et de facteurs, George W. Bush est le Président le mieux préparé à occuper cette fonction. Premièrement, il bénéficie d'une base électorale solide au Texas et dans le sud des États-Unis et d'un réseau de contacts important. Deuxièmement, il fut conservateur toute sa vie et n'a jamais dévié de cette voie, ce qui fait que ses valeurs ne peuvent aisément être remises en question par ses interlocuteurs. Troisièmement, il est un homme du peuple avec une mentalité de vendeur et de preneur de risques (*risk taker*). Quatrièmement, il est forgé à l'art de la campagne électorale et est un stratège efficace. Il a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle à organiser et conduire des campagnes électorales. Cinquièmement, Bush est un chrétien conservateur, mais ne se sent pas nécessairement investi par une mission de conversion à tout prix comme le serait par exemple Pat Buchanan. Bush croit et milite pour le droit de chacun d'avoir sa propre foi. Sixièmement, George W. Bush possède une forme de paix intérieure et une stabilité de caractère qui lui permettent d'être exactement la même personne en publique qu'en privé. Il ne possède pas une personnalité duale et n'a aucune prétention d'être ce qu'il n'est pas. Finalement, il croit fermement aux dix principes de leadership du PDG (ce que Moens appelle un *10 points CEOist*):

- 1) connaître les valeurs fondamentales de l'organisation
- 2) posséder une vision
- 3) établir une confiance mutuelle
- 4) engager les meilleurs
- 5) déléguer les responsabilités
- 6) travailler dans le cadre d'alliances
- 7) être discipliné

- 8) centraliser les communications
- 9) faire preuve d'intuition
- 10) obtenir des résultats

Toutes ces raisons poussent Alexander Moens à conclure que George W. Bush possède une personnalité qui correspond exactement aux tâches que sont celles d'un Président.

Monsieur Moens poursuit avec trois éléments qui, selon lui, décrivent le mieux la personnalité et la politique étrangère de George W. Bush : les valeurs, la stratégie et la loyauté. Les valeurs de George W. Bush sont à la fois simples et profondes : responsabilité à l'école, charité dans la communauté, stabilité financière pour les familles et le maintien d'une institution militaire qui a du mordant.

La stratégie de Bush consiste à véhiculer ces valeurs fondamentales en contrôlant les messages à la population et en conduisant une « politique de vente au détail ». George W. Bush n'a pas la capacité d'un Ronald Reagan de vendre une image et de se présenter à la population américaine. Cependant, il connaît le message qu'il veut faire passer et est prêt à s'investir dans la propagation de ce dernier. Alexander Moens soulignait d'ailleurs qu'il voyage jusqu'à deux fois plus que Bill Clinton aux États-Unis afin de livrer son message à la population américaine. Il vend littéralement, tel un voyageur de commerce, les politiques de Washington. Dans les premiers neuf mois de son mandat, il réussit à faire de la Maison Blanche le centre décisionnel des États-Unis et à dominer l'agenda législatif à un point tel qu'il su créer l'image d'un Président très actif et en plein contrôle de la situation.

Finalement, la loyauté. Pour travailler avec George W. Bush et s'insérer dans le processus de prise de décision, il faut passer le test de loyauté. Une fois ce test réussi, vous pouvez vous considérer comme partie intégrante du processus décisionnel et bénéficier en retour de la loyauté du Président. Comme le mentionne Alexander Moens :

« A loyalty earned is a loyalty returned. There's nothing Donald Rumsfeld can do to get fired from this administration ». Cette loyauté pose bien entendu le problème de la diversité des opinions qui circulent à la Maison Blanche, mais correspond tout à fait à la personnalité de Bush qui aime s'entourer de personnes de confiance à qui il peut déléguer des responsabilités. Il est cependant beaucoup plus impliqué au cœur du processus décisionnel que l'on ne le pense généralement. Il consulte son cercle de conseillers, mais tranche ultimement toute décision. Il adopte volontairement une stratégie de refus de parler aux médias et aux intellectuels pour s'adresser au peuple directement et entretiendrait volontairement une image plutôt négative de ses capacités intellectuelles.

Jusqu'au 11 septembre 2001, George W. Bush était considéré comme un Président dont le programme portait principalement sur la politique domestique. À l'exception du dossier du bouclier anti-missile, il ne conduisait pas de grands dossiers de politique étrangère et n'avait pas de stratégie particulière en ce domaine. Sa conception de la politique étrangère se limitait dans une certaine mesure à la notion d'États souverains travaillant ensemble de façon assez limitée et n'avait pas non plus, à plus forte raison, de vision claire de ce que devait être la politique étrangère américaine.

Les événements du 11 septembre allaient cependant forcer un rééquilibrage des priorités de l'administration Bush en matière de politique étrangère. Les valeurs et la personnalité du président allaient être exposées. S'il devait être réélu toutefois, il est fort probable que George W. Bush procéderait à un réaménagement de sa politique étrangère. Il ne ferait pas de compromis sur les valeurs profondes auxquelles il croit ainsi que sur sa stratégie de propagation du message, mais tiendrait fort probablement plus compte de la communauté internationale.

**Déjeuner causerie : Allocution de Howard Dean (anglais). Événement organisé par l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), le Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) et le Conseil des relations internationales de Montréal (Corim)**

La journée s'est poursuivie avec la conférence du **Dr. Howard Dean**, ancien gouverneur du Vermont et candidat défait à l'investiture du Parti Démocrate américain en 2004. Monsieur Dean était invité à livrer ses impressions sur les enjeux de la campagne présidentielle 2004 et à dresser une sorte de bilan des politiques de l'administration Bush.

Il dit regretter le fait que les États-Unis, avec l'invasion de l'Irak, aient perdu l'autorité morale qu'ils avaient acquise depuis la Première Guerre mondiale. La façon dont se sont déroulés les pourparlers conduisant à cette opération et le peu de considération de l'administration Bush pour les mécanismes de consultations internationaux ont discrédités les États-Unis face au reste du monde. Il croit fermement que l'arrivée de John Kerry au pouvoir, grâce à sa vision du monde et sa volonté d'agir à l'intérieur des normes internationales, pourra aider les États-Unis à retrouver ce leadership moral qu'ils ont perdu.

Procédant du même souffle, l'administration Kerry pourrait rétablir les relations traditionnellement excellentes qui existaient entre les États-Unis et le Mexique et les États-Unis et le Canada. La qualité de ces relations s'est dégradée suite aux refus mexicain et canadien de participer à la coalition visant à intervenir en Irak. Howard Dean souligne que jamais des relations aussi importantes ne devraient souffrir d'un tel désaccord.

La volonté de Kerry d'œuvrer à l'intérieur des normes internationales se refléterait également au niveau des litiges commerciaux qui minent les relations canado-américaines

depuis quelques années. Une administration démocrate se plierait beaucoup plus volontiers aux décisions des divers tribunaux administratifs appelés à trancher ces litiges. Ainsi, le discours plus protectionniste de John Kerry ne devrait pas inquiéter outre mesure les gens d'affaires et la population canadienne.

Howard Dean est cependant conscient de la situation domestique et internationale dont hériterait John Kerry et nous rappelle qu'elle ne permettrait pas une transformation immédiate des politiques américaines. Le déséquilibre budgétaire actuel des États-Unis et l'enlisement dans le conflit irakien causeront certains retards dans la mise en application du programme d'une éventuelle administration démocrate. C'est plutôt à long terme que s'imposera la vision démocrate et que les changements se feront réellement sentir.

L'élection du 2 novembre sera donc crucial à la fois pour l'avenir des États-Unis et le maintien de son leadership mondial, mais également pour l'avenir des relations des États-Unis avec ses voisins et le reste de la planète. Il devrait s'agir d'une élection chaudement disputée et les trois États que sont l'Ohio, la Pennsylvanie et la Floride devraient jouer un rôle important dans le résultat final. Résultat que Howard Dean espère ne pas voir compromis par des irrégularités au niveau du scrutin.

#### **Les impacts continentaux :**

Les conférenciers invités à discuter des impacts de l'élection américaine sur les relations continentales en termes d'intégration économique et de sécurité sont : **Stephen Blank** (Pace University/Université de Montréal/CÉPÉA), **Stéphane Roussel** (département de science politique de l'UQÀM et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politique étrangère et de défense canadiennes à l'UQÀM) et **Michel Fortmann** (Université de Montréal/GERSI/CÉPÉA).

Monsieur Blank prend la parole en premier et fait porter sa discussion sur l'intégration économique continentale. Il nous annonce trois nouvelles dès le départ : une bonne, une moins bonne et une mauvaise.

La bonne nouvelle est qu'il très peu probable que la prochaine administration américaine adopte une politique protectionniste à l'égard de ses voisins. Il y a trop d'intérêts communs entre les États-Unis, le Canada et le Mexique pour ne pas maintenir les bonnes relations commerciales existantes.

La moins bonne nouvelle est qu'il existe bel et bien un discours protectionniste aux États-Unis. Il est cependant associé à une stratégie visant à acquérir des leviers politiques. Les parties politiques américains sont en restructuration majeure et cherchent à tout prix de nouveaux appuis et de nouvelles circonscriptions. L'adoption d'un tel discours permet justement d'aller chercher ces appuis désirés, mais bien que présent, il relève plus de la rhétorique que de l'action.

La mauvaise nouvelle est que l'intégration nord-américaine est néanmoins menacée par le résultat de la prochaine élection. Les États-Unis, le Canada et le Mexique ne sont pas engagés dans une relation dont les liens sont très étroits. Ils font des affaires ensemble, mais il s'agit surtout d'une intégration structurelle. L'ALÉNA serait une réponse au développement passé des relations entre ces trois acteurs que sont les États-Unis, le Canada et le Mexique, mais ne représente pas une structure d'amélioration et

d'intégration des relations commerciales. Il faudrait que ces partenaires mettent sur pied une structure d'échanges plus intégrée comprenant des infrastructures et de nouvelles stratégies de collaboration qui solidifieraient leurs liens. Le problème est que ni Bush, ni Kerry ne semblent intéressés à faire évoluer cette intégration structurelle vers une nouvelle relation plus étroite entre les trois partenaires. Leurs relations commerciales, dans leur forme actuelle, sont susceptibles d'être affectées. Dans le cadre d'une relation

d'échanges plus intégrés, l'éventualité d'une fermeture des frontières deviendrait quasi inexistante.

De plus, les États-Unis ne sont pas, pour l'instant, intéressés à sécuriser le réseau d'échanges avec ses partenaires. Le nouvel environnement de sécurité qui prévaut depuis le 11 septembre 2001 les en empêche. Ainsi, le plus petit événement pourrait être susceptible de conduire à la fermeture des frontières américaines. George W. Bush a déjà démontré une certaine ouverture d'esprit à mettre sur pied un nouveau système d'échanges avec ses partenaires. Ces derniers doivent cependant tenir compte de ce nouvel environnement de sécurité et s'assurer de travailler en collaboration avec les États-Unis afin d'empêcher une fermeture éventuelle des frontières. Alors seulement pourront-ils procéder au remaniement des structures d'échanges.

**Stéphane Roussel** et **Michel Fortmann** étaient invités à se prononcer sur les impacts de l'élection présidentielle sur la sécurité nord-américaine.

Stéphane Roussel est le premier à prendre la parole dans le cadre de cette conférence et s'attarde sur le rôle des individus. Il débute en affirmant que peu importe le résultat de l'élection présidentielle, il ne s'attend pas à des changements majeurs dans les relations canado-américaines. Il considère en fait que les individus ont généralement peu d'impact sur les relations internationales. En ce qui concerne les relations canado-américaines, cela s'explique non seulement par le fait que leur niveau d'intégration est élevé, mais également par le fait que cette intégration repose essentiellement sur des millions d'échanges entre acteurs privés sur lesquels les gouvernements ont peu de prise.

Les groupes ou les courants de pensée plus profonds ont cependant beaucoup plus d'impacts que les individus sur les relations internationales en général et sur les relations canado-américaines en particulier. La pierre d'achoppement majeure dans les relations

entre le Canada et les États-Unis depuis de nombreuses années est la grande divergence qui existe entre leurs visions du monde respectives. Elles sont fondamentalement opposées et proviennent de deux cultures stratégiques aux antipodes l'une de l'autre.

Au Canada il existe deux courants majeurs : l'internationalisme et le continentalisme. Dans le premier cas, on met l'accent sur le rôle des institutions internationales, sur le multilatéralisme et sur le respect du droit international. Dans le deuxième cas, on met l'accent sur le fait que l'avenir du Canada repose sur un alignement sur les États-Unis. Cette approche continentaliste serait d'ailleurs de plus en plus présente au Canada.

Aux États-Unis, il y aurait actuellement prédominance du courant «jacksonien» sous George W. Bush. Ce courant met l'accent sur les questions de sécurité au détriment des questions commerciales et sur l'unilatéralisme plutôt que sur le multilatéralisme. Un des problèmes des relations canado-américaines, est que ce courant ne trouve pas d'écho au Canada. John Kerry serait quant à lui beaucoup plus «hamiltonien» dans son approche des relations internationales. Il s'agit d'une approche qui met l'emphase sur le multilatéralisme, sur le rôle des institutions internationales et du commerce et qui est beaucoup plus près des valeurs traditionnelles canadiennes.

Cependant, malgré ces différences d'approche, l'élection de l'un ou de l'autre des candidats à l'élection présidentielle américaine ne changera pas dramatiquement la nature des relations canado-américaines. Le style va changer, mais la substance demeurera essentiellement la même. Les impératifs de protection des États-Unis vont demeurer les mêmes et les dossiers du bouclier anti-missile, la lutte au terrorisme et la sécurité continentale (homeland security) resteront à l'ordre du jour. John Kerry pourrait cependant aborder ces questions de façon plus multilatérale et être tenté de collaborer plus étroitement avec le Canada, ce qui devrait faciliter les choses pour ceux qui ont des tentations continentalistes (comme c'est le cas de Paul Martin).

Il serait donc plus facile pour le Canada de faire affaire avec une administration démocrate qu'avec une administration républicaine. Il y a cependant un aspect plus négatif à cet égard. Il serait beaucoup plus difficile de refuser une participation canadienne dans des domaines sensibles à une administration démocrate. Alors que le style et l'approche de l'administration Bush offrent au Canada une bonne raison de se distancer de certaines décisions américaines, une administration américaine qui respecterait les principes de base et les valeurs canadiennes pourrait beaucoup plus facilement obtenir une participation canadienne au bouclier anti-missile ou encore une augmentation du budget canadien de la défense par exemple.

D'un autre côté, l'élection de George W. Bush pourrait conduire à une accentuation du processus de radicalisation de la politique étrangère canadienne. Les internationalistes seraient poussés à favoriser les organisations internationales et à accentuer leur rôle tandis que les continentalistes tireraient probablement la conclusion qu'il n'y a qu'un seul moyen de traiter avec la Maison Blanche, c'est de s'aligner sur Washington. Il risquerait d'y avoir une polarisation beaucoup plus prononcée au sein de l'administration canadienne.

Michel Fortmann s'attarde sur l'analyse de six dossiers importants pour démontrer que les positions des deux candidats à l'élection présidentielle sont assez proches les unes des autres et qu'il y a une satisfaction grandissante de la part de l'administration américaine actuelle envers le Canada en ce qui concerne ces dossiers.

Le premier dossier dont il traite est celui de la défense du continent (homeland security). À ce niveau, les relations canado-américaines vont très bien. Tous les rapports indiquent que les américains sont très satisfaits du travail effectué au Canada et que la coopération entre les deux États en matière de sécurité continentale et de lutte au terrorisme est exemplaire. John Kerry est quant à lui beaucoup plus critique et considère que les efforts

du Canada ne sont pas suffisants et qu'il représente toujours un risque en matière de terrorisme. Il parle souvent du concept de périmètre de sécurité et suggère une normalisation des lois en matière de sécurité. Ce concept implique une révision de plusieurs lois et politiques canadiennes, notamment en matière d'immigration.

En ce qui concerne l'Irak, les choses vont également beaucoup mieux entre les États-Unis et le Canada. L'administration Bush accepte et reconnaît la décision du Canada de ne pas y participer et se satisfait des efforts déployés par le Canada en matière de lutte au terrorisme et de sa participation éventuelle à la reconstruction de l'Irak. Du côté de Kerry, la position est moins claire. Il veut multilatéraliser le conflit et cherchera à impliquer le Canada dans la pacification de l'Irak, chose que le Canada ne cherche pas réellement.

Au niveau du dossier concernant l'effort de défense du Canada, l'administration Bush apprécierait un effort plus important du Canada en cette matière et une capacité d'intervention plus accrue dans la protection du continent. Les positions des deux candidats à l'élection présidentielle ne diffèrent pas tellement l'une de l'autre à ce sujet et le Canada acquiesce, jusqu'à un certain point, à cette demande.

Le quatrième dossier concerne le contrôle des armements et est peut-être le seul où il y a des différences fondamentales entre les deux candidats. Kerry promet de rouvrir l'ordre du jour en cette matière et considère que le dossier du contrôle des armements est au point mort sous l'administration actuelle. Il voudrait, entre autre, relancer le traité de non-prolifération qui est en mauvais état et chercher à limiter certains types d'armements. Sur ce point, le Canada trouverait en John Kerry un interlocuteur beaucoup plus près de ses préoccupations qu'en George W. Bush.

Pour ce qui est des alliances, John Kerry met beaucoup d'emphasis à rétablir les liens avec les alliés traditionnels des États-Unis. Cependant, les choses vont de mieux en

mieux entre l'administration Bush et ces alliés traditionnels, surtout ceux de l'Europe. Le dialogue est rouvert entre l'Allemagne et les États-Unis et la France participe activement, via l'ONU, aux actions de maintien de la paix en Afghanistan, à Haïti et au Congo. Ces relations ne pourraient que continuer à s'améliorer dans l'éventualité d'une réélection de George W. Bush.

Le dernier dossier dont Michel Fortmann traite est celui du bouclier anti-missile. Ce dossier est celui qui échappe le plus au Canada en ce sens où les États-Unis en discute par pur principe, ils ne cherchent ni une permission, ni une collaboration scientifique. Ce qui signifie que le Canada a très peu à dire à ce sujet. Encore une fois les deux candidates ont une conception assez similaire du projet de bouclier anti-missile. L'un cherche à le déployer le plus rapidement possible et l'autre met l'emphase sur la recherche et développement. Cependant, pour développer ce projet, il faudra le déployer minimalement et aucun candidat ne semble remettre en cause ce dossier.

En somme, il n'y a aucune raison pour les Canadiens de se faire du mauvais sang au sujet de l'élection présidentielle de novembre. Si les visions du monde des deux candidats sont différentes l'une de l'autre, les objectifs sont sensiblement les mêmes. Le tout ne serait qu'une question de style.

\* Pour des raisons techniques, l'atelier qui portait sur les enjeux de politiques publiques ne peut faire l'objet d'un compte rendu.